

Rassemblement Le Creusot, 15 juin 2024

Pour la démocratie, pour une République sociale

Mesdames, Messieurs,

Grand merci de participer à ce second moment de la mobilisation, de vous montrer soucieux et soucieuses avec nous de la situation politique actuelle.

Après avoir lu l'appel commun « Ensemble contre l'extrême-droite », ce temps veut mettre à l'honneur le travail des associations, des citoyens et citoyennes ordinaires qui jouent un rôle essentiel, déterminant dans la lutte contre les injustices, les inégalités. Pensons par exemple aux Restos du Cœur, et de manière générale à toutes les structures qui permettent la cohésion sociale.

Il faut par ailleurs rappeler quelques éléments qui fixent l'identité de la Ligue des droits de l'Homme et expliquent notre engagement contre l'extrême-droite :

- L'association est née en 1898 dans le cadre de l'Affaire Dreyfus pour lutter contre le mensonge d'Etat, l'injustice et l'antisémitisme alors qu'au même moment se créait l'Action Française
- En 1935, les engagements préluant à la formation du Front Populaire ont été signés dans ses locaux
- Pendant la Seconde Guerre mondiale, sous le Régime de Vichy, la LDH a été interdite, son président, Victor Basch, et son épouse, ont été tués par la milice et les nazis
- Au printemps 2023, le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin, puis Elisabeth Borne, alors cheffe du gouvernement, ont menacé de supprimer les subventions versées (comme à toute association) à la LDH ; Julien Odoul, élu RN au conseil régional Bourgogne-Franche Comté a, quant à lui, émis le souhait de pouvoir interdire la LDH... suite à la dénonciation des violences policières lors de la manifestation contre les bassines à Sainte Soline.

La Ligue des droits de l'Homme est une association politique dans le sens citoyen du terme : nous n'avons pas le pouvoir, ne le revendiquons pas mais nous sommes engagé.es au quotidien pour défendre l'effectivité des droits conçus comme universels et indivisibles, pour obtenir que l'idéal qui nous anime collectivement depuis l'été 1789, celui des droits de l'Homme, reste une boussole au cœur des préoccupations de nos élu.es. Actuellement, la LDH dénonce tout autant les effets du néolibéralisme que la

tentation de l'extrême-droite comme elle l'a exprimé dans une tribune publiée dans le quotidien *Libération*, signée par 70 organisations, le 13 mai dernier :

« Il est grand temps d'ouvrir les yeux »

« La propagande de l'extrême droite et de celles et ceux qui courent après elle, masque le monde réel. Depuis des décennies, ce qui menace la démocratie et le vivre ensemble, dans notre pays comme dans beaucoup d'autres, c'est le recul massif de l'égalité, des solidarités, de l'accès aux droits et de la protection des plus fragiles. C'est le culte du tout marchand, du tout privé, du tout payant, avec toujours plus de personnes, de groupes sociaux et de territoires précarisés, abandonnés, voire méprisés.

Ce ne sont pas les personnes étrangères qui ont fait exploser inégalités et discriminations. Ce ne sont pas les écologistes qui ont ruiné tant de paysans endettés et pressurés par les industries agro-alimentaires. Ce ne sont pas les « jeunes des quartiers » qui ont construit, abandonné puis laissé se dégrader les quartiers populaires où se concentrent depuis si longtemps misère, chômage et précarité. Ce ne sont pas les militants syndicaux qui ont fermé les usines ou dégradé les services publics.

De tout cela bien sûr, l'extrême droite ne dit rien. Mais nous – associations, syndicats, acteurs et actrices de la solidarité, citoyennes et citoyens engagés dans la société civile –, nous disons aujourd'hui qu'il est grand temps d'ouvrir les yeux. Car le danger grandit, aux portes d'un avenir proche : le danger que triomphent la haine de l'Autre, le repli identitaire, le racisme, l'affrontement de tous contre tous. Que deviendrait alors la démocratie même ? »

Lors de notre dernier congrès fin mai 2024, nous avons voté une résolution intitulée « Pour une alternative démocratique, écologique et sociale ». Pour faire advenir cette « alternative démocratique, écologique et sociale », les membres de la LDH s'engagent avec les syndicats et un ensemble d'associations. Nous sommes des citoyennes et des citoyens ordinaires qui réclament un Etat et un gouvernement garantissant une sécurité protectrice pour tous et toutes, non une sécurité fondée sur la peur, l'exclusion, le rejet de l'autre et l'autoritarisme.

Et pour finir, les propos d'Arié Alimi, l'un des vice-présidents de la LDH ce 11 juin dans un article publié par L'Humanité :

« Nous sommes débiteurs des prochaines générations qui sont le sens de notre action. Pour cela, il n'y a qu'une seule solution. Un front déterminé. Une alliance, non de circonstances législatives, mais une union sacrée pour les années à venir, une assemblée polyphonique prête à ouvrir les champs des possibles pour retrouver grâce aux yeux des Français et protéger notre République. »

